

Initiatives ministérielles

ensemble par les leviers qu'ils ont à leur disposition, surtout la responsabilité à l'égard du budget du gouvernement.

C'est ce principe-là que je voudrais aborder dans les minutes qui vont suivre et qui me sont imparties, monsieur le Président. Le fait que le gouvernement d'en face, et surtout le ministre des Finances, en voulant nous mettre ce projet de loi sept ans après le début de son mandat, après qu'ils ont doublé la dette du Canada, après qu'ils ont, contrairement à leurs promesses et à leurs engagements faits tout au début de leur premier mandat, maintenu le niveau du déficit annuel à peu près au même niveau qu'il était dans les années auparavant, en plein milieu d'une récession. Même que l'économie canadienne était en pleine croissance et était, pendant une certaine période de ces années-là, juste avant les dernières élections, même surchauffée.

C'est la perte de crédibilité d'un gouvernement qui, en dépit de ses propos et de ses promesses de vouloir réduire la dette, a même doublé celle-ci. Pour se rendre compte de cela, on n'a qu'à lire les chroniques économiques et l'histoire économique récente du Canada. Juste avant les dernières élections, quand le gouvernement aurait dû mettre les freins aux dépenses économiques, aurait dû mettre les freins au taux de croissance de la monnaie dont le gouverneur de la Banque du Canada était responsable de gérer pour restreindre les pressions inflationnistes, le gouvernement a fait le contraire. Et le ministre des Finances, celui qui était tellement conscient de sa crédibilité en tant que gérant prudent de l'économie canadienne, a fait exactement le contraire qu'il aurait dû faire avant les élections, ce qui a produit, monsieur le Président, une augmentation de l'inflation juste après les élections, et ce qui a créé une autre poussée inflationniste. Puis après les élections, le ministre des Finances vient nous dire que là on est dans une crise, qu'il faut mettre les freins, qu'il faut restreindre les dépenses, qu'il faut augmenter les taxes parce qu'on est en train de conduire l'économie en récession. Et c'est cela qui s'est fait, monsieur le Président.

Alors, comment un ministre des Finances pourrait-il prétendre avoir de la crédibilité, s'il fait exactement le contraire qu'un gérant d'économie doit faire?

J'arrive maintenant précisément à la taxe sur les produits et services. Si le ministre des Finances avait eu le courage, avant les élections, de venir nous dire que la taxe sur les produits et services allait être une source de revenu incroyable, que cela allait faire entrer toutes sortes de fonds pour le gouvernement, et que ce dernier aurait pu mettre ces fonds-là pour réduire la dette canadienne, si le gouvernement d'en face avait eu le courage,

avant les dernières élections, d'être franc avec les Canadiens, peut-être que nous de ce côté de la Chambre aurions été prêts à accepter le principe et la taxe sur les produits et services que le gouvernement nous a imposée par la suite.

Je vais terminer dans une minute ou deux, monsieur le Président, parce que je voudrais citer une source que le gouvernement d'en face devrait savoir, qu'il devrait avoir en tête quant à mes propos. Et c'est une confirmation de ce que je viens de dire, c'est une confirmation qui vient de l'OCDE.

[Traduction]

Il s'agit de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

La semaine dernière, l'OCDE a condamné le gouvernement canadien pour la façon dont il gère le déficit. En fait, l'Organisation a déclaré exactement ce que je viens de dire, soit que le gouvernement avait tenté les premières années de résorber le déficit, mais qu'il a par la suite fait fi de toute prudence.

Nous traversons actuellement une récession que le gouvernement a lui-même créée en gérant mal notre économie et en faisant des largesses juste avant les élections, et cela essentiellement dans le but d'acheter le vote des électeurs.

Rien de surprenant à ce que les députés de ce côté-ci de la Chambre craignent que ce ne soit là encore l'objectif que vise le gouvernement en créant ce compte. Bien que nous appuyions, en principe, l'utilisation de ce compte en vue de la réduction du déficit, nous avons de graves soupçons quant aux intentions du gouvernement, puisque, par le passé, sa crédibilité a été nettement remise en question quand il s'est occupé de ce genre d'affaires.

Nous étudierons la question en comité et tenterons de renforcer cette mesure législative. Nous voudrions apporter des amendements pour veiller à ce que le gouvernement ne parvienne par la ruse à se dégager de ses engagements juste avant les prochaines élections.

• (1350)

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, je ne sais pas combien de fois mes collègues et moi avons pris la parole pour dénoncer la TPS. Je ne sais pas combien de voix se sont élevées à la Chambre contre cette razzia fiscale, contre cette taxe injuste, cachée, qui s'attaque aux Canadiens.

Dans ma circonscription, monsieur le Président, la TPS suscite une hostilité largement répandue et qui ne se dément pas. On pourrait même dire qu'elle y suscite autant d'hostilité que le gouvernement lui-même.